

soirées à son épouse restée à Ottawa : les jolies demi-mondaines, l'actrice qui ne portait pratiquement rien au-dessus de la ceinture. Il comparait même les chevilles des Françaises et des Canadiennes. Mme Biggar, faut-il s'en étonner, décida de rejoindre son époux à Paris. Il l'avertit que la France risquait fort d'être en proie à des soulèvements violents.

Les artisans de la paix avaient d'autres considérations tout aussi importantes en tête, à savoir les attentes de leurs concitoyens. Car à l'époque, l'opinion publique importait évidemment déjà dans les relations internationales. La guerre avait été un tel désastre et les pertes avaient été tellement immenses que le sentiment général était tout d'abord que quelqu'un devait payer pour toute cette souffrance et ces destructions. Que ce soit raisonnable ou pas, il est dans la nature humaine de vouloir trouver un coupable, notamment après une grande catastrophe, et de vouloir que quelqu'un ou quelque chose paie. Après toutes les guerres européennes, les vaincus avaient perdu des territoires ou des biens, par exemple, des œuvres d'art. De plus, ils avaient fréquemment dû payer des amendes, souvent appelées indemnités, et parfois, des réparations pour les dégâts causés par leurs forces. Le problème avec la Grande Guerre était que les dommages étaient tels et l'opinion publique tellement arrêtée que la facture à présenter aux perdants était astronomique. David Lloyd George, le premier ministre britannique, et Georges Clémenceau savaient qu'ils avaient peu de chances de soutirer d'énormes sommes aux pays défaits, mais ils n'osaient le dire publiquement, de peur de perdre des soutiens politiques. Il leur fallait également composer avec Woodrow Wilson, qui avait déclaré publiquement qu'il n'approuverait pas des amendes punitives.

Dans les pays alliés, avant la Conférence de la paix, on s'enthousiasmait beaucoup aussi à l'idée de punir les dirigeants des puissances centrales, en particulier les dirigeants allemands, dont le pays avait joué un rôle clé. Il était question de juger le kaiser Wilhelm II qui, après un dernier discours grandiloquent dans lequel il parlait de mourir à la tête de ses troupes, s'était ignominieusement enfui en train vers un refuge confortable aux Pays-Bas. David Lloyd George songea à faire ce que les Britanniques avaient déjà fait à Napoléon en son temps, c'est-à-dire à l'exiler sur une île, aux Malouines, cette fois peut-être. Finalement, le gouvernement néerlandais refusa de le livrer aux alliés.